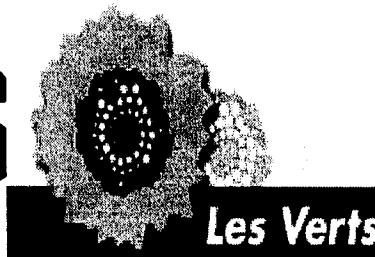


PAROLES



LES
NOUVELLES
VERTES

MENACES SUR LE SERVICE PUBLIC DE L'ÉDUCATION

Les mesures gouvernementales concernant l'éducation ne sont pas des mesures de décentralisation rapprochant l'école du citoyen mais une destruction programmée du service public d'éducation. Ainsi la décision de transférer aux collectivités territoriales près de 150 000 personnels aura pour conséquence, selon les régions ou les départements, la diminution ou la disparition de certains services essentiels.

La prévention, actuellement assurée en association avec les équipes éducatives par les 2700 assistant(e)s sociaux et sociales et les 1350 médecins scolaires dans les établissements scolaires (souvent classés en ZEP) risque d'être abandonnée avec la suppression de leurs postes. Le discours de certains hommes politiques de droite sur l'intérêt qu'ils portent à toute forme de prévention ne laisse planer aucun doute. L'orientation : Les 4800 conseiller(ère)s d'orientation psychologues sont purement supprimé(e)s des directives de rentrée scolaire 2003/2004. Qui assurera l'information et qui conseillera les élèves et leurs familles dans les collèges et les lycées ?

Une menace pèse également sur l'information gratuite assurée par l'ONISEP. Les familles en difficulté n'auront plus accès à cette information ?

L'entretien des locaux et le service de cantine : Actuellement assurés par 110 000 agents techniques (ATOS), ces services risquent d'être privatisés car rien ne garantit les missions des personnels transférés.

Les collectivités territoriales demeurent libres d'affecter leurs personnels où bon leur semble en fonction de leurs besoins, de leurs moyens financiers et de leurs priorités politiques.

Si une région préfère privatiser, la conséquence immédiate sera l'augmentation rapide des tarifs de cantine et les familles pauvres ne pourront plus y envoyer leurs enfants. Or, c'est parfois le seul repas complet de la journée pour certains.

Cette baisse des moyens humains dans les établissements scolaires aggrave les inégalités entre les territoires les plus riches et les autres.

D'autres mesures entraînent une précarisation du personnel :

Ainsi, la suppression de 10 000 aides-éducateurs et de 5600 postes de maîtres d'internat -surveillants d'externat, travail qui permettait à de nombreux étudiants de finir leurs études et d'intégrer l'éducation nationale (en connaissance de cause) par les concours, n'est pas compensée par la création du « statut » précaire d'assistant d'éducation.

Nous n'oublions pas les milliers de postes d'enseignants supprimés.

L'éducation ne semble pas être une priorité du gouvernement.

Les Verts dénoncent ces mesures qui, sous-couvert de décentralisation, ne sont que les premières étapes d'une privatisation entrant dans le cadre de l'accord général sur la commercialisation des services (A.G.C.S) passé entre les membres de l'organisation mondiale du commerce (O.M.C) ; accord signé en 1994 par Juppé et Balladur.

L'enseignement y est défini comme un service commercialisable au nom de la concurrence avec le privé.

Cette vision du monde nous est intolérable. Aussi, Nous, Vert(e)s du 93,

Appelons à soutenir toutes formes d'actions associant personnels et usagers de l'éducation pour préserver l'égalité des chances de réussite des enfants actuellement scolarisés.

LES PERSONNELS DE L'EDUCATION NATIONALE EN GREVE MANIFESTATION MARDI 6 MAI 2003

TEMOIGNAGE

Depuis quelques mois déjà une rumeur planait dans les CIO : « la profession est menacée.. » Nous en avons vu d'autres dans cette profession que nous fabriquions au fil des années, que nous nous efforcions de perfectionner pour être le plus proche possible des jeunes, des élèves, des parents, des enseignants, pour rendre un service que nous avons la prétention de croire important.

Depuis plus de 20 ans, le CIO de Noisy le sec s'est mis au service des noiséens (mais aussi des rosnéens et des romainvillois). Travaillant et vivant depuis plus de 20 ans à Noisy, pour moi la proximité a toujours été une réalité vivante, parlant « orientation » aux caisses d'Atac, chez le boulanger, le marchand de journaux. Les services d'orientation ne sont pas assez proches de la population, nous a dit le ministère de l'Éducation Nationale. Nous avons cru que nous étions un service public, que notre appartenance à l'Éducation Nationale était le garant de la valeur de notre travail dans les établissements scolaires auprès de tous les élèves, quelle que soit leur appartenance sociale, pour aider et soutenir les élèves en difficulté sans jamais oublier les élèves «bons» ou «très bons» pour les aider à passer les moments difficiles de l'adolescence, par une écoute, un regard sur eux, quelques mots et quelques conseils et pour les aider à choisir dans la profusion des filières de l'école, des professions, à saisir le fil d'Ariane qui devrait leur permettre de trouver leur voie. Non, nous ne connaissons pas les métiers, a dit notre philosophe de ministre, lui qui a appris la philosophie allemande à Heidelberg en chantant Brassens sur sa guitare ! Et nous qui nous acharnions depuis des années pour donner autant que faire ce peut à tous une chance pour une meilleure qualification, un accès au droit de choisir tout en essayant de maintenir cet équilibre si difficile à tenir entre la réalité et les aspirations de chacun. Eh bien non, a dit notre ministre philosophe, ce métier est une «erreur historique» ! Ce métier de conseiller d'orientation psychologue doit disparaître avec toute sa richesse, on ferme les centres de formation et on n'a que faire de ces empêcheurs de « former en rond ». Ce n'était pas une rumeur,

« la France est un état décentralisé... etc., la veille du vote de la loi à Versailles personne n'y croyait... Notre ministre philosophe nous envoyait personnellement une lettre de rejet de l'Éducation Nationale : les personnels et surtout les missions vont être régionalisées et avec nous les assistantes sociales scolaires et toute la médecine scolaire, elle et les TOS qui eux vont au département... stupeur ; il était temps de remettre les élèves et les enseignants face à face, de laisser la sélection sociale jouer son rôle naturel, chacun à sa place et le monde tournera bien... la loi du marché pourra s'imposer : il faut tant de bagagistes à Roissy, très bien, nous avons des jeunes de banlieue qui ne demandent que ça, avoir du boulot ! Il faut tant de maçons, tant de peintres en carrosserie : il y a tant de jeunes issus de l'immigration qui ont vu leur père trimer dans le bâtiment et qui ne demandent que ça ! L'ascenseur social est lancé... et la violence reculera, c'est sûr ! Pour ceux qui en auront les moyens : pour 149 €, « L'étudiant » sur Internet, on vous fera un joli petit bilan. Et la reproduction des élites ira bon train. Pour ça, pas besoin de conseiller d'orientation, d'assistante sociale, de médecin scolaire dans l'Éducation Nationale et on fera des économies, certes...chacun à sa place pour 40, 42, 45 ans... L'espérance de vie est si grande...surtout pour les manoeuvres, les maçons, etc.. Aujourd'hui, les métiers de la bouche et le BTP manquent de bras, mais demain ? Dans le monde du travail complexe, peu lisible, surtout pour ceux qui vont y rentrer, qui aidera les jeunes à y voir plus clair, qui les aidera à faire le moins d'erreurs possible : car choisir une profession qui nous convient, dans laquelle nous nous épanouissons, est le gage d'un monde du travail sain. Nous ferons faire des économies considérables à la sécurité sociale, et peut-être pourrons nous travailler jusqu'à plus soif !

Paule Tubiana

«Paroles Nouvelles vertes»

est le journal bi-mensuel d'informations du GRAM et des VERTS de Noisy-Le-Sec
Pour prendre contact, pour soutenir nos actions, pour adhérer:

Les VERTS: 14 rue Jean Moulin
93130 Noisy-Le-Sec
GRAM: BP 96 93130 Noisy-Le-Sec